



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 10 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, au cinéma le Zoétrope, après convocation légale en date du 4 novembre 2020, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, Mme GIROTTI, M. CARREAU, Mme MERCHADOU, M. SABOURAUD, M. SERAFFON, Adjoint, M. DURANT, Mme BAUDERE, M. GADRAT, M. RIMARK, M. ELIAS, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSE, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, Mme THEUIL, Mme HIMPENS, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme DUBOURG à M. BROSSARD, Mme LUCKHAUS à Mme SARRAUTE, M. RENAUD à Mme SENTIER

Etaient absents:

M. CHEVALIER, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DURANT est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

5 – AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS DE MME FRANÇOISE MORANDIERE - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre de l'opération de « réouverture des volets » de la Citadelle, la Ville de Blaye a souhaité confier certaines dépendances de son domaine public situées dans la Citadelle à des occupants privés afin de promouvoir l'attrait touristique et culturel de la ville.

Mme Françoise MORANDIERE a présenté un projet qui a été retenu et une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels a été signée le 17 juillet 2019 pour l'occupation du casernement situé au 4 rue du Bastion Saint Romain.

Par avenant n° 1, il a été intégré à la convention la nouvelle numérotation de la parcelle mise à disposition, soit AW 127.

Par un courrier en date du 31 août 2020, Mme MORANDIERE a sollicité de la commune l'autorisation de reporter la date de dépôt de sa demande d'autorisation de travaux afin de prendre en considération le retard dû à la crise sanitaire et aux conséquences financières inhérentes.

Afin de faire droit à sa demande, il est nécessaire de conclure un avenant indiquant que le bénéficiaire devra déposer sa demande d'autorisation de travaux dans un délai d'un an à compter de la signature de l'avenant.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels de Mme Françoise MORANDIERE.

La commission n°7 (Urbanisme / Habitat / Revitalisation Urbaine / Mobilités / Patrimoine Urbain Et Fortifié) s'est réunie le 29 octobre 2020 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai

de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 16/11/20
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20201110-63263-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Madame Béatrice SARRAUTE

